ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(17)/ST/11

13 décembre 2017

(17-6885)

Conférence ministérielle
Onzième session
Buenos Aires, 10-13 décembre 2017

Original: anglais

DÉCLARATION DE M. MAKSIM ORESHKIN, MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

FÉDÉRATION DE RUSSIE

C'est avec plaisir que je m'adresse à la Conférence ministérielle de l'OMC et cela sur le sol argentin. Je remercie nos hôtes pour leur extraordinaire hospitalité et pour les efforts considérables qu'ils ont déployés afin de garantir notre succès.

Il est certain que la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui n'est pas facile. Bien que la croissance du commerce mondial soit repartie à la hausse cette année, affichant un taux moyen satisfaisant et supérieur au taux de référence de 3%, l'environnement commercial reste assez fragile et connaît de nombreux revers. Le développement des pratiques isolationnistes et anticoncurrentielles représente une menace croissante pour l'ouverture et l'équité du commerce multilatéral.

Malheureusement, nous avons aussi assisté ces dernières années à l'émergence d'une nouvelle tendance – l'une des formes de protectionnisme les plus agressives –, à savoir l'application de sanctions. À ce jour, nous avons déjà assez de preuves montrant que l'une des raisons qui poussent les pays à imposer aussi cyniquement des sanctions à leurs partenaires commerciaux dans le cadre de l'OMC est la volonté d'accorder des préférences à leurs propres entreprises et de favoriser leurs marchés intérieurs. Il est de notre devoir de libérer le système commercial multilatéral de ces pratiques abusives.

En outre, la structure même des échanges, qui évolue constamment, exige de nous une adaptation permanente. Les disciplines qui étaient auparavant considérées comme progressistes et ambitieuses ne sont plus aussi pertinentes aujourd'hui. Pour pouvoir résister en ces temps troublés, l'OMC doit avancer dans le sens des réformes mondiales en cours et s'adapter aux réalités actuelles.

Dans l'économie moderne, l'investissement est un moteur et un catalyseur du commerce. À cet égard, nous soutenons l'initiative visant à obtenir un résultat sur la facilitation de l'investissement dans le cadre de l'OMC lors de la présente Conférence ministérielle. Nous exhortons les Membres à adopter une décision ministérielle sur la facilitation de l'investissement pour le développement.

Nous exhortons les Ministres à examiner les questions du commerce électronique et des MPME. Le nombre de propositions relatives au commerce électronique témoigne d'un niveau élevé d'engagement et d'intérêt de la part des Membres. Nous aimerions que cet engagement se traduise par un travail sérieux et approfondi après la onzième Conférence ministérielle.

Les disciplines sur la réglementation intérieure pourraient contribuer grandement à l'amélioration de l'environnement économique. Elles sont déjà très largement soutenues par les Membres et la Fédération de Russie compte sur un résultat multilatéral dans ce domaine.

Nous soutenons les efforts déployés pour accroître la transparence et l'efficacité du système commercial multilatéral et saluons les différentes initiatives lancées par plusieurs Membres, y compris la proposition de l'UE sur la transparence des mesures réglementaires concernant le commerce des marchandises et la proposition de Singapour sur les restrictions à l'exportation. Cela semble indiquer que les travaux visant à améliorer les disciplines relatives à la transparence

dans le cadre de l'OMC se poursuivent et que le Mécanisme pour la transparence des ACR reste une des priorités de l'Organisation.

S'agissant des subventions à la pêche, nous nous réjouissons du projet de décision ministérielle prévoyant une prohibition des subventions qui contribuent à la pêche INN. La pêche INN constitue un obstacle mondial au développement durable des mers et des océans – la ressource sur laquelle nous comptons tous dans nos politiques alimentaires. À cette fin, nous nous félicitons de l'établissement d'une discipline globale et effective relative à la pêche INN à la onzième Conférence ministérielle.

Enfin, j'aimerais aborder notre programme pour l'agriculture. Une des questions en suspens dans ce domaine est la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Je crois qu'ensemble, nous pouvons régler définitivement cette question en faisant fond sur la Décision ministérielle de Bali à ce sujet.

Pour ce qui est du soutien interne à l'agriculture, les vues des Membres restent assez divergentes. C'est pourquoi nous sommes favorables à l'idée de poursuivre les négociations en vue d'imposer des limites proportionnées additionnelles sur le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, y compris pour le coton. Afin de faciliter nos travaux futurs, nous proposons que le Programme de travail sur le soutien interne soit adopté à la Conférence ministérielle.

Les négociations sur l'accès aux marchés dans le domaine de l'agriculture pourraient se poursuivre dans le cadre du programme de travail postérieur à la Conférence de Buenos Aires. Selon nous, cela nous donnerait la possibilité de trouver un équilibre entre les engagements ambitieux des Membres ayant accédé très récemment et les engagements des Membres fondateurs, qui doivent encore être renforcés. L'élimination progressive des mesures de sauvegarde spéciale pour l'agriculture est une des mesures faisables et rationnelles qui pourraient nous permettre d'avancer dans ce domaine. Bien que cet instrument soit normalement inactif pour la majorité des Membres qui ne l'ont pas utilisé depuis 2001, il nuit encore à la prévisibilité des échanges de produits agricoles. Nous restons convaincus que cet instrument a pleinement joué son rôle et peut désormais être démantelé.

Enfin et surtout, conformément au paragraphe 31 de la Déclaration ministérielle de Nairobi, les Membres sont déterminés à faire avancer les négociations sur les trois piliers de l'agriculture, y compris la concurrence à l'exportation. À cet égard, nous soutenons l'initiative visant à poursuivre la réforme de l'agriculture.

La Fédération de Russie a apporté une contribution équitable et s'est beaucoup investie dans les préparatifs de la Conférence ministérielle, à la fois en présentant des propositions de texte et se portant coauteur d'autres documents. Il est certain que nous avançons à un rythme régulier et nous appelons tous les autres Membres de l'OMC à faire de même. Je remercie les nombreuses délégations qui ont formulé des observations constructives sur nos efforts et j'appelle à une action collective avec mes homologues pour transformer les nombreuses propositions qui sont sur la table en résultats contraignants.

Toutefois, nous ne devons pas oublier qu'il y a aussi des questions plus larges à examiner. Nous ne pouvons pas nier que l'OMC n'a pas donné le meilleur d'elle-même. À cet égard, nous sommes totalement d'accord avec certains Membres de l'Organisation pour dire qu'une réforme institutionnelle s'impose depuis longtemps. Ensemble, nous devons examiner ce qui pourrait être fait pour améliorer le fonctionnement de l'OMC afin que cette dernière continue de jouer efficacement son rôle de plate-forme pour la coopération commerciale internationale et l'élaboration de règles.

Nous nous réjouissons d'avoir récemment entendu certains pays prôner le commerce, ainsi que la mise en œuvre rigoureuse et en temps voulu des engagements pris par les Membres dans le cadre de l'OMC. Nous aussi nous approuvons et encourageons un commerce équitable pour tous. Toutefois, nous croyons que ce concept n'intègre pas la notion de l'échange équivalent définie au XVIIIe siècle. Et même si, à cette époque, cette notion était relativement adaptée à la situation, nous vivons aujourd'hui dans un environnement mondialisé, dans lequel une approche de ce type n'est plus jugée appropriée.

Enfin, pour rendre l'OMC véritablement universelle, nous pensons qu'il est essentiel que l'Organisation compte de nouveaux Membres. C'est pourquoi la Russie attache une grande importance à l'accession du Bélarus à l'OMC. L'aboutissement de ces négociations en temps opportun contribuerait à promouvoir et à renforcer le caractère universel de l'OMC.

Passons à l'action et soyons un exemple pour le monde.